

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2194 - 20 août 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Démagogie raciste et anti-pauvres :

**Le gouvernement
veut camoufler
ses attaques
contre
les retraites**



SOMMAIRE

Leur société

p. 4 ■ Les producteurs de lait réclament de quoi vivre de leur travail

■ Péages d'autoroutes

■ SNCF Normandie : trains sup-primés faute de personnel

■ Altis - Corbeil-Essonnes : pas question de se laisser licencier

p. 5 ■ Retraites : non aux attaques du gouvernement

■ Travail de nuit : l'exploitation augmente

■ CDD : généralisation du travail précaire

p. 8 ■ La campagne du gouvernement et de Sarkozy

■ Les gens du voyage jugés en indésirables à Anglet puis Bordeaux

■ Nos lecteurs écrivent

p. 9 ■ Estrosi et les "maires laxistes"

■ Une loi inappliquée

■ Roms, les parias de l'Europe

■ Une situation qui se dégrade aux Tarterêts

p. 12 ■ Manifestation à La Faute-sur-Mer

Dans le monde

p. 6-7 ■ Iran : le Moyen Âge en 2010

■ Haïti : l'aide humanitaire n'atteint pas les camps de sinistrés

■ Autriche : magouilles et gros magot à l'extrême droite

Il y a 70 ans

p. 7 ■ Staline faisait assassiner Trotsky

Dans les entreprises

p. 10 ■ Snecma - Corbeil

■ SNCF Normandie

■ Hôpital Pitié-Salpêtrière - Paris

■ Hôtel des Postes - Lyon

p. 11 ■ Air-France - Bamako (Mali)

■ Toyota - Onnaing

■ La Poste - Beauvais

Lutte Ouvrière à votre rencontre

p. 12 ■ Villes étapes

• Palaces

Les riches se portent bien, merci pour eux !

« *La reprise est réelle. Je ne vois pas comment les choses pourraient aller mieux qu'actuellement* », vient de déclarer le PDG du Bristol, un des sept hôtels 5 étoiles de Paris !

Alors que la crise est bien réelle pour des millions de salariés, il n'en va pas de même pour les très riches, capables de séjourner dans des hôtels de luxe. Selon les chiffres fournis par les palaces parisiens, où le prix moyen d'une chambre s'élève à 602 euros (hors saison touristique cependant !), 90 % des 800 chambres de luxe à Paris étaient occupées en juillet. Même la suite de 400 m² du Plaza Athénée, à 22 000 euros la nuit, a été réservée tout le mois de juillet.

La demande est telle que

Arnaud VAUTARD

José Bové solidaire des arracheurs de vigne de Colmar

Pour qui en douterait encore, la destruction par un commando d'écologistes des pieds de vigne transgéniques à l'Institut national de recherches agronomiques (INRA) de Colmar montre que, chez ceux qui se présentent comme des défenseurs de la nature, la débilite antiscientifique est largement répandue.

Depuis la crise du phylloxera qui ravagea les vignobles français au début du XXe siècle, tous les cépages français sont greffés sur

des pieds américains, résistants à cet insecte mais pas au court-noué, une maladie virale mortelle pour les pieds de vigne atteints. C'est sur la mise au point, par manipulations génétiques, de porte-greffes capables de résister à ce virus que travaillait l'INRA de Colmar.

Le risque, classiquement évoqué par les anti-OGM, de dissémination dans la nature n'existait évidemment pas dans ce cas, puisqu'il s'agissait de

• Appels surtaxés

Des services sociaux pas très sociaux... et hors-la-loi

5 centimes la minute pour appeler la Sécurité sociale, 11 centimes l'appel pour Pôle emploi, 7 centimes par appel puis 3 centimes la minute pour les impôts, 11 centimes l'appel puis 9 centimes la minute pour la CAF de Seine-Saint-Denis, etc. Compte tenu des longs temps d'attente et des étapes multiples (« *Tapez 1, 2, 3... nous n'avons pas compris votre demande* », etc.), sans compter le temps d'exposer son problème et d'obtenir une réponse, appeler un service public « social » peut coûter cher. La « loi pour la confiance dans l'économie numérique » prévoit pourtant la gratuité de ces appels

depuis les fixes et les mobiles. Elle a été adoptée en 2004... mais attend toujours son décret d'application !

Interpellé par un député, le ministère des Finances a répondu que la gratuité « *favorise l'augmentation du nombre des appels non pertinents, inutilement réitérés ou abusivement prolongés* ». Autrement dit, les usagers – qui n'ont que cela à faire – appellent trop. Et mieux vaut les dissuader en les faisant payer ! C'est donc tout à fait délibérément que le gouvernement se refuse à appliquer la loi pourtant votée.

Michel BONDELET

ceps qui ne seraient utilisés que comme porte-greffes et que, sur les plants arrachés, les inflorescences avaient été éliminées.

Les crétins qui ont saccagé la plantation de l'INRA, réduisant ainsi à néant des années de recherches scientifiques (le temps nécessaire à vérifier l'efficacité de la méthode), ont reçu le soutien du député européen d'Europe Écologie José Bové qui, après avoir déclaré péremptoirement que les OGM n'étaient

pas « *une réponse qu'attendent les viticulteurs* », a affirmé qu'il fallait « *mettre en avant des pistes alternatives* ».

Pour le moment les viticulteurs, en matière de solution alternative, n'ont d'autre possibilité que de recourir aux pesticides pour détruire les nématodes (des petits vers vivant dans le sol) qui sont les vecteurs du virus !

Comprenez qui pourra.

François DUBURG

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent

avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIERE
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une

réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE
Union Communiste (Trotskyste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière l'hebdomadaire
www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière audio
(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information hebdomadaire par e-mail
Abonnez-vous gratuitement

**Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :
Adresse :
Code postal :Ville :
Ci-joint la somme de :
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise

du 16 août

Les conditions de vie des classes populaires se dégradent, mais le gouvernement est content de lui



La ministre de l'Économie, Christine Lagarde, est contente d'elle et de l'embellie qu'elle observerait dans la situation économique. C'est que, d'après les dernières statistiques, 35 000 emplois auraient été créés au cours du deuxième trimestre. Bien sûr, elle n'insiste pas sur le fait que ce sont essentiellement des postes d'intérimaires, et on ne nous dit surtout pas à quelles activités ils correspondent, combien il y a là-dedans de « petits boulots » sous-payés. Comme

la ministre s'est bien gardée de commenter le fait que dans le secteur industriel – celui qui produit le plus de richesses socialement utiles – 17 000 emplois avaient encore disparu, et que dans la construction, où les besoins sont immenses étant donné le nombre de sans-logis et de mal-logés, 1 500 emplois ont également été supprimés.

En réalité, la seule chose qui intéresse vraiment les capitalistes, et le gouvernement qui est à leur service, c'est de savoir si l'évolution de la situation économique va leur permettre de maintenir leurs profits, voire de les augmenter. Mais les conséquences que leurs décisions, que leurs spéculations, peuvent avoir sur la vie quotidienne des classes populaires, ils s'en moquent éperdument. À l'intention de celles-ci, ils se contentent de discours optimistes, du style « Tout va très bien, madame la Marquise » !

Le quotidien économique *Les Échos*, pourtant bien plus lié au monde des capitalistes grands et petits qu'à celui des travailleurs, dit lui-même de ces créations d'emplois, dont Lagarde est si fière, que « *cela reste insuffisant pour permettre de réduire le niveau du chômage* ».

Mais justement, comme le recours incessant aux discours optimistes dans le genre « Nous voyons le bout du tunnel », « Nous sortons de la crise », ne peut tromper que les plus naïfs, le gouvernement s'est lancé dans une vaste campagne de diversion sécuritaire. Elle est destinée à camoufler les attaques incessantes auxquelles le grand patronat se livre, avec l'aide du gouvernement, contre les conditions de vie et de travail des salariés, comme cette prétendue réforme des

retraites qu'il serait plus juste de qualifier de casse du système des retraites.

Il s'agit aussi d'essayer de faire oublier toutes ces affaires qui mettent à jour les liens étroits qui unissent les milliardaires à la Bettencourt aux hommes politiques de la bourgeoisie.

Il s'agit par la même occasion de tenter de reconquérir l'électorat le plus réactionnaire, celui du Front National. Alors, c'est à qui, de Sarkozy ou de ses ministres, dénoncera le danger que représenterait d'après eux les gens du voyage ou les Roms, et justifiera ces expulsions honteuses où l'on voit ces déploiements policiers mobilisés pour jeter à la rue hommes, femmes, enfants, bébés, et leurs pauvres hardes. C'est à qui réclamera des lois qui permettent de retirer la nationalité française à ceux qui ne sont pas des « Français d'origine », comme si cette expression avait le moindre sens, dans un pays où une grande partie de la population descend de parents ou de grands-parents immigrés... à commencer d'ailleurs par un certain nombre de politiciens qui ne craignent pas le ridicule.

Ces gens-là auraient pu faire une belle carrière dans la France de 1940 à 1945, quand l'État français organisait des rafles pour expédier dans des camps Juifs et Tsiganes, et acceptait d'en livrer par milliers aux bourreaux nazis.

Mais nous, travailleurs, quelles que soient nos origines, quelle que soit la nationalité qui figure sur nos papiers d'identité, nous ne devons pas oublier que face à nos patrons, qui savent très bien collaborer entre eux, qu'ils soient français ou étrangers, nous avons les mêmes intérêts et les mêmes adversaires, et que nous devons lutter tous ensemble si nous voulons obliger le patronat et son gouvernement à reculer.

L'ensemble des confédérations syndicales appellent le 7 septembre à une journée de grèves et de manifestations pour protester contre le report de l'âge de la retraite et les mesures qui l'accompagnent. Une journée isolée ne pourra certes pas suffire pour faire reculer le gouvernement. Mais plus elle sera réussie, plus nous serons nombreux, plus elle pourra servir à préparer les luttes de plus grande ampleur qui seront nécessaires pour faire ravalier au patronat et au gouvernement leur morgue et leurs projets.

Arlette LAGUILLER

• Allocation de rentrée scolaire

Quel mépris de classe !

Édouard Courtial, député de l'Oise et proche du ministre de l'Intérieur Hortefeux, a ressorti sa proposition de supprimer l'allocation de rentrée scolaire par simple virement bancaire pour la remplacer par des bons d'achats utilisables exclusivement pour les articles scolaires. Il prétend ainsi éviter le « *dévoiement* » de l'allocation par « *certaines familles* » qui, selon lui, en profiteraient pour acheter différentes choses, par

exemple des téléviseurs à écran plat ! Ce Père la Morale a proposé une nouvelle loi : « *Avec le respect de l'autorité, l'effort individuel et la méritocratie, vous avez les marqueurs du sarkozysme. Cette proposition de loi s'inscrit au croisement de ces valeurs* », avance-t-il.

Le problème, c'est que les « valeurs » en question, que Sarkozy n'a d'ailleurs pas inventées, sont à géométrie variable.

Car quand il s'agit de la rémunération des députés, de celle des PDG, sans parler de la façon dont les Bettencourt et autres capitalistes acquièrent leur fortune, eh bien les fameux « marqueurs du sarkozysme » en prennent un coup. Les actionnaires peuvent tranquillement continuer à percevoir leurs revenus, avec pour seul mérite d'être bien nés, sans aucun effort, et sans risque évidemment de voir transformer leurs

dividendes en bons d'achats à présenter au supermarché ! C'est seulement quand il s'agit d'une modeste allocation qui varie, selon l'âge de l'enfant, entre 280,76 et 306,51 euros, que les dames patronnesses de l'UMP sortent leur morale, avec ses « marqueurs ».

C'est, paraît-il, la troisième fois que Courtial tente de faire aboutir sa proposition, et à nouveau la ministre de la Famille l'a

écartée. Cependant le député se targue d'avoir trouvé 115 signatures parmi ses confrères de UMP et il ne désespère pas de parvenir un jour à ses fins. Il est vrai que le mépris envers les milieux populaires est une valeur qui n'en finit pas de monter et qu'en faire étalage n'est pas forcément mal venu à l'approche du prochain remaniement ministériel...

Jean SANDAY

• Prix du lait

Les producteurs réclament de quoi vivre de leur travail

L'ouverture de négociations entre les fabricants industriels de produits laitiers et les syndicats de producteurs de lait a mis fin, sans doute provisoirement, aux manifestations diverses, notamment les appels au boycott de produits vendus en grande surface, organisées par les producteurs de lait aux quatre coins du pays.

Les syndicats réclament une augmentation d'au moins 10% des prix du lait, que de nombreux producteurs estiment insuffisante pour vivre de leur travail. Ils sont également méfiants, rappelant que le précédent accord signé le 3 juin 2009 n'avait

déjà pas été respecté par les multinationales du secteur laitier, tels Lactalis, Danone et Sodial, ou encore Bel, Bongrain et Laita.

Les industriels refusent de payer plus cher aux agriculteurs leur lait, alors que l'ensemble des dépenses de ces derniers, gazole, produits sanitaires, machines, ne cesse de grimper. Il est vrai que les agriculteurs bénéficient toujours de subventions publiques. Mais c'est une façon déguisée de maintenir supportable le prix trop bas auquel on leur achète leur lait, et donc d'aider au maintien de prix favorables aux industriels.

Les industriels d'ailleurs ne manquent pas d'air. Ils invoquent qu'un prix trop élevé mettrait en péril les petites

laiteries françaises, concurrencées par les laiteries allemandes qui bénéficient là-bas d'un lait entre 35 et 10 euros la tonne moins cher. Mais, outre que c'est eux-mêmes qui ne cessent de faire disparaître ces petites laiteries et de les racheter à bas prix, c'est tenter de faire oublier bien vite que l'an dernier, partout en Europe et notamment en Allemagne, c'était tous les producteurs de lait qui s'étaient soulevés pour protester contre la politique d'étranglement menée par ces mêmes industriels.

Les multinationales qui ont accepté d'augmenter de 10% le prix du lait y ont mis une condition : une négociation à plus long terme sur le prix du lait, visant à supprimer l'écart avec

le prix en Allemagne. Comme si ces groupes n'avaient pas les moyens de payer un prix correct aux producteurs de lait et rogner un peu de leurs bénéfices!

Lactalis, troisième groupe laitier mondial, appartient à la famille Besnier, dont le plus riche héritier était 16^e fortune française en 2009. Bongrain permet à son propriétaire du même nom de se classer au 62^e rang des fortunes françaises. Quant à Danone, géant mondial de l'agroalimentaire, il a généré 9 milliards de chiffre d'affaires pour le seul pôle produits laitiers du groupe et généré un bénéfice de 1,3 milliard d'euros la même année.

Eric TOLIAN

• Péages d'autoroutes

Un pactole pour les concessionnaires

Les millions d'automobilistes qui empruntent les autoroutes en cette période de vacances ont pu de nouveau le constater, les prix des péages s'apparentent à un véritable racket: 53,20 euros pour aller de Paris à Marseille (83,50 euros avec une caravane), 50,90 euros pour parcourir les 591 km entre Paris et Bordeaux... Et les prix sont de plus en plus élevés. Selon le ministère de l'Écologie, les tarifs des quatre sociétés d'autoroutes en France ont augmenté, depuis 2005, jusqu'à deux fois plus que l'inflation officielle sur la même période.

En théorie, les prix sont contrôlés par l'État et ne doivent pas dépasser l'inflation. Mais les sociétés gestionnaires prétextent leurs investissements pour imposer des hausses bien plus importantes. Elles exagèrent tellement que la Cour

des comptes, dans un rapport publié en 2008, avait dénoncé la justification de ces hausses comme « invérifiable ». La Cour avait aussi montré que les sociétés d'autoroutes avaient pris l'habitude d'augmenter fortement les tarifs sur les tronçons

les plus utilisés, les augmentant moins sur les autres parties. Les autoroutes françaises sont d'ailleurs les plus chères d'Europe. Ainsi, un week-end de trafic en période de vacances rapporte près de 100 millions d'euros.

Rien d'étonnant alors si les autoroutes, depuis leur privatisation complète en 2005 par le gouvernement Villepin, sont très profitables aux trois sociétés qui se les partagent en France, les groupes français Vinci et Eiffage et l'entreprise espagnole Abertis. Les bénéfices d'ASF (Autoroutes du Sud de la France) ont augmenté de 4,5% l'année dernière et se sont

élevés à 627 millions d'euros, dont 457 millions reversés directement à Vinci, propriétaire d'ASF. Pour le groupe APRR (contrôlé par Eiffage), les bénéfices ont atteint les 349 millions, en hausse de 12,1%. Ce qui n'a pas empêché ces deux groupes de supprimer 1 867 emplois!

La privatisation de ces sociétés, initiée par le gouvernement Jospin en 2002, étendue par Raffarin puis achevée par Villepin, a ainsi été un véritable cadeau pour des grands groupes du bâtiment qui en tirent des bénéfices de plus en plus élevés.

Arnaud VAUTARD

• Altis – Corbeil-Essonnes

Pas question de se laisser licencier !

À en croire le gouvernement, et le ministre Estrosi, l'usine Altis de Corbeil-Essonnes qui fabrique des semi-conducteurs serait enfin sauvée. Estrosi et Serge Dassault, l'avionneur milliardaire ex-maire de Corbeil et sénateur, ont sorti un nouveau lièvre de leur pochette surprise: il s'appelle Yazid Sabeg, commissaire à la Diversité et à l'Égalité des chances et également patron. Celui-ci a racheté l'usine, dont le prix est estimé à 200 millions d'euros, à ses anciens propriétaires IBM et Infineon (Siemens). Mais en réalité le racheteur potentiel n'apporte pratiquement rien: son plan de financement est incomplet et repose sur des prêts, des financements publics espérés.

Ces deux grandes multinationales, américaine et allemande, étaient les principaux actionnaires et clients d'Altis avant de se retirer, car l'usine était jugée trop peu rentable. Pourtant Altis n'a cessé d'empocher des millions d'euros de subventions du département, de la région, du gouvernement et même des autorités européennes, tout en multipliant les plans sociaux, licenciant les salariés par centaines. L'usine a compté jusqu'à 5 000 salariés, un effectif réduit aujourd'hui à 1 300.

Depuis trois ans, les ouvriers d'Altis sont dans l'incertitude d'un repreneur. La direction leur fait régulièrement du chantage pour accroître la production et leur demander

des sacrifices, tandis que les politiciens de droite locaux en font, eux, à leurs électeurs : « Si vous votez pour moi, je sauve l'entreprise! », disent-ils en substance. Depuis trois ans, de temps à un autre, Dassault sort un homme providentiel de son chapeau (ou de son portefeuille?). Un temps, il y a eu un investisseur international du Moyen-Orient, vendeur d'armes également, dont on ne savait pas trop s'il s'agissait d'un repreneur ou d'un escroc, qui a finalement fait faux bond. Puis, pendant plusieurs mois, le repreneur était un conglomérat russe, Sistema, dont certains prétendaient qu'il sentait le soufre et d'autres qu'il n'existait que sur le papier. Il s'est désisté récemment.

Voilà maintenant Yazid Sabeg, qui d'après *Le Canard enchaîné* a été imposé par le gouvernement grâce aux relations de Dassault et qui a bénéficié d'un montage financier plus que douteux, bénéficiant de fonds publics.

Mais le prétendu plan de reprise ne sauverait pas grand-chose puisqu'il prévoit plus de 400 licenciements. Et ce patron, sans doute copain de Sarkozy, ressemble fort à tous les margoulins qui se précipitent sur les entreprises en difficulté, qu'ils rachètent avec de l'argent public et qui vident la trésorerie de l'usine avant de la liquider.

Reste à savoir si les salariés d'Altis se laisseront faire!

Correspondant local

• SNCF Normandie

Trains supprimés faute de personnel

Depuis le début juillet, la direction SNCF de Normandie supprime des trains de voyageurs. La plupart du temps, les usagers apprennent au dernier moment que leur train ne circule pas.

Parfois ils sont remplacés par des cars et parfois non, il faut donc attendre le train suivant. Le dernier week-end de juillet, des trains comme Caen-Cherbourg et Caen-Rennes ont été supprimés. Cela a mis une belle pagaille dans les gares. Et depuis, tous les week-ends, bien des trains ne sont pas assurés, comme entre Caen et Coutances ou Caen et Saint-Lô.

La direction laisse entendre que « c'est la faute des conducteurs de trains qui prennent leurs congés ».

C'est quand même gonflé! C'est pourtant elle qui a refusé d'embaucher quand les conducteurs de trains étaient en grève en avril dernier pour réclamer du personnel supplémentaire.

Pourquoi les agents en congé ne sont-ils pas remplacés? La SNCF a beau faire appel à des chefs pour conduire les trains, cela ne suffit pas. Régulièrement elle sollicite des conducteurs au Havre, à Rennes, au Mans ou à Nantes, pour assurer les trains normalement faits par Caen. Mais dans ces dépôts le manque d'effectif est aussi criant.

Nombre de cheminots sur Caen se disent que cela ne va pas pouvoir continuer ainsi, surtout qu'au dépôt plus d'une dizaine de conducteurs de trains vont partir en retraite d'ici la fin de l'année.

Alors il faudra bien que la direction embauche, et qu'elle ne nous dise pas qu'elle ne trouve pas de jeunes compétents pour assurer la conduite des trains. Des jeunes au chômage qui aimeraient vivre de leur travail, il y en a des milliers!

Correspondant LO

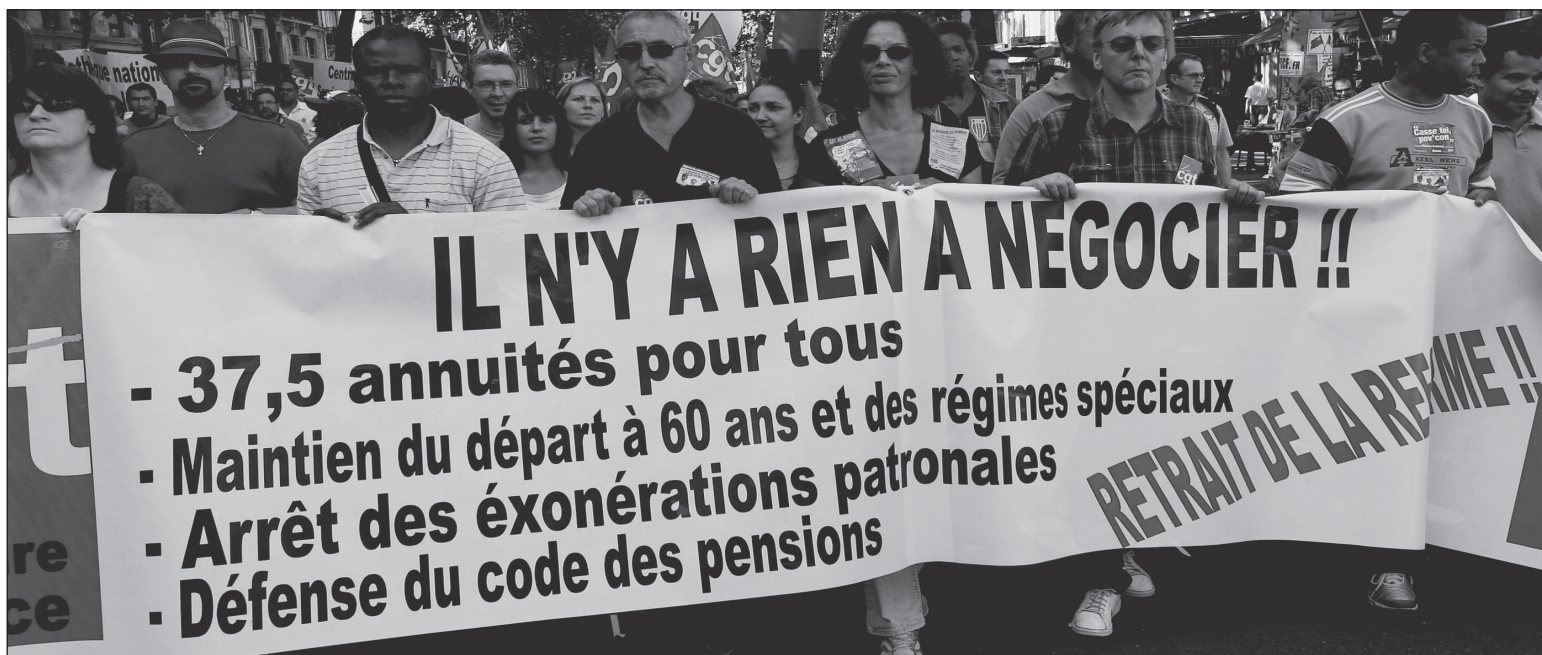
• Retraites

Non aux attaques du gouvernement !

Il faut augmenter le montant des retraites pas les diminuer

Déjà très insuffisant aujourd'hui, le montant des retraites de l'immense majorité des salariés devrait diminuer encore, si la réforme du gouvernement entrainait en application.

À la suite des réformes successives, Balladur en 1993 et Fillon en 2003, les travailleurs ont vu le montant de leurs retraites dramatiquement abaissé. Pour bénéficier d'une pension de retraite complète de la caisse de retraite de la Sécurité sociale, la CNAV, les salariés du privé doivent justifier de 164 trimestres de cotisation, soit 41 ans, contre 37 ans et demi auparavant. Mais surtout ce montant est aujourd'hui calculé sur les vingt-cinq meilleures années, et non plus sur les dix meilleures comme auparavant. Ajoutez à cela le fait que la revalorisation des anciennes années de cotisation a changé et n'est plus basée sur le montant de l'augmentation moyenne des salaires, mais sur celle de l'indice officiel des prix. Le résultat de ces réformes a été, selon les calculs officiels, une baisse moyenne de 20 à 25 % du montant des pensions de retraite Sécurité sociale par rapport à 1993. De plus, chaque année non validée et manquante entraîne une diminution de 5 % du montant global de la pension, ce qui touche



en particulier les femmes et les chômeurs de longue durée qui ont basculé pour le RMI.

Ainsi, même avec une retraite « complète », le salarié qui devrait aujourd'hui toucher au titre de sa pension CNAV 50 % de son salaire brut, soit 60 % du net, est dans la plupart des cas bien loin de toucher 50 % de son dernier salaire brut. Bien sûr, à cela s'ajoute le montant de la pension versée par les caisses de retraite complémentaire. Ce montant varie de façon très notable en fonction des entreprises et du taux de cotisation de ces dernières, et aussi de la catégorie professionnelle des travailleurs. Cette pension est, elle, calculée par points et donc directement proportionnelle au

total des cotisations versées.

La situation des retraités a donc déjà fortement régressé. Si jusqu'à la fin des années 1990 un travailleur du privé pouvait se retrouver au total avec une retraite correspondant à son ancien salaire net, ce n'est plus le cas, et de loin, aujourd'hui.

Alors, le projet du gouvernement de reculer l'âge de la retraite à 62 ans ainsi que le prolongement à venir des années de cotisations vont inéluctablement entraîner, s'ils se mettaient en place, une poussée vers la misère de couches encore plus large de retraités. En particulier pour les travailleurs qui n'auront pas cotisé pendant tous les trimestres exigés pour avoir une retraite au taux

maximum, les jeunes qui auront commencé à travailler trop tard, souvent par manque de travail disponible, les femmes s'étant arrêtées temporairement de travailler, ou encore les travailleurs jetés à la rue parce que « trop vieux » et se trouvant dans l'impossibilité de retrouver un travail.

Alors, il n'y a aucune raison d'admettre ce nouveau recul. Il faut mettre en échec cette réforme. Et, puisqu'il faudra se battre pour y arriver, il faut aussi faire annuler tous les reculs successifs accumulés dans la dernière période, en revenir au minimum aux règles précédentes de calcul sur les 37,5 années de cotisations basées sur les dix meilleures années, et revalorisées sur l'évolution du salaire moyen. Il s'agit bien là d'un minimum, car le vrai problème est d'assurer à tous, au travail comme à la retraite, un revenu décent qui permette de vivre comme le 21^e siècle devrait le permettre.

Des sacrifices, le monde

du travail n'en a que trop fait. Chaque nouveau recul ne fait qu'encourager le patronat, les classes riches et les gouvernements à leur service à en imposer de nouveaux. Leurs profits sur notre misère, non merci ! L'argent pour garantir les retraites et les salaires, il faut aller le prendre là où il est, dans les comptes ouverts ou cachés de ces grandes entreprises, des banques, de cette grande bourgeoisie parasite qui ne sait même plus qu'en faire.

Alors encore une fois, il ne faut pas laisser passer cette nouvelle réforme de régression. C'est une question de légitime défense. Les organisations syndicales proposent de faire de la journée du 7 septembre prochain une journée de mobilisation et de protestation contre le projet gouvernemental. Il faut tout faire pour que cette journée soit une réussite et que chacun entende haut et fort le refus du monde du travail de cette prétendue réforme des retraites.

Paul SOREL

• Travail de nuit

L'exploitation augmente

Quatre millions de personnes travaillent la nuit, soit 15 % des salariés en France. Ces chiffres n'ont cessé d'augmenter depuis vingt ans. C'est notamment le cas de ceux qui travaillent la nuit de manière « habituelle » : 3,9 % des salariés en 1998, 7,5 % aujourd'hui – soit presque le double –, auxquels s'ajoutent les travailleurs nocturnes « occasionnels ».

La nocivité du travail de nuit est pourtant connue : augmentation des risques d'accidents, mais aussi de pathologies digestives, d'altération du rythme du sommeil, de troubles nerveux et cardiovasculaires et même de cancer. On connaît aussi les dégâts que causent ces horaires dans la vie familiale et sociale de nombreux travailleurs. Et dès le 19^e siècle le mouvement ouvrier revendiqua son interdiction. La Commune de Paris de 1871 prit le temps, pendant sa courte existence, d'abolir le travail de nuit des ouvriers boulangers, appliquant ainsi une revendication de leur syndicat.

140 ans plus tard, la société marche à reculons. On peut certes comprendre la nécessité du travail de nuit dans la santé, ou dans certains services qui nécessitent un contrôle ou une surveillance permanents – à condition d'offrir des conditions de travail correctes et des compensations en temps de repos. Mais la progression du travail de nuit n'a rien à voir avec cela : il s'agit d'abord de la volonté patronale d'amortir au mieux installations et investissements. Ce sont notamment les femmes qui sont les victimes de cette rapacité : en quinze ans, la proportion

d'ouvrières parmi les travailleurs de nuit est passée de 2 % à 8 %. Rappelons que le travail de nuit des femmes dans l'industrie, interdit depuis 1892, a été rétabli en décembre 2000 par le gouvernement Jospin et sous l'injonction de la Cour de justice européenne, au nom de l'égalité hommes-femmes !

Dans le système capitaliste, le prétendu libre choix du travail de nuit est un leurre : la plupart des travailleurs de nuit, dans le secteur privé en tout cas, y sont contraints par les bas salaires et la menace du chômage. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que, en parallèle à la progression du travail de nuit, le travail en fin de semaine ou en soirée augmente également, fût-ce au mépris de la santé, de la vie familiale et sociale des salariés.

Michel BONDELET

• CDD

Généralisation du travail précaire

Les plans de licenciements continuent de supprimer des milliers d'emplois, en particulier dans l'industrie et le bâtiment. Et lorsqu'il y a des embauches, ce ne sont plus que des emplois précaires ou partiels qui sont proposés aux chômeurs.

Actuellement, huit embauches sur dix se font par CDD, des contrats à durée déterminée, de courte durée. Ces emplois précaires représentent aujourd'hui 10 % des emplois en France, près de deux

millions de salariés, auxquels il faut ajouter un demi-million d'intérimaires ayant des contrats de travail au jour le jour, voire à l'heure !

Jamais ce pourcentage d'emplois précaires n'a été aussi important. Et ces embauches en CDD ne se font pas pour un surcroît provisoire d'activité ou pour remplacer un salarié absent : elles s'enchaînent en fonction des aléas de la production, pour remplacer les emplois fixes en CDI.

L. B.

• Iran

Le Moyen Âge en 2010

Sakineh Mohammadi Ashtani, 43 ans, deux enfants, est emprisonnée depuis cinq ans. En 2006, elle a déjà reçu 99 coups de fouet sous les yeux d'un de ses fils pour adultère. Depuis, le régime l'accuse de complicité de meurtre contre son mari. Et elle est condamnée à mort par lapidation, comme le veut la législation iranienne. Le meurtrier lui-même a échappé à la peine capitale, parce que pardonné par le fils de Sakineh. Mais ce semblant de magnanimité du système judiciaire iranien ne s'étend pas aux femmes. Et c'est pour l'instant en vain que les fils réclament la libération de leur mère.

Face aux protestations

Michel BONDELET

• Autriche

Magouilles et gros magot à l'extrême droite

Une série de scandales est en train d'éclairer les liens qui unissent l'extrême droite autrichienne au monde de l'argent. Celle-ci, personnifiée autrefois par le playboy Jörg Haider, mort en 2008 au volant de sa voiture de fonction alors qu'il roulait vers 3 heures du matin à 140 km/h dans un village, avec quatre fois le taux d'alcoolémie autorisé, montre bien qu'à l'extrême droite, comme dans les autres tendances politiques de la bourgeoisie, on manie sans aucune limite le mensonge et l'hypocrisie.

Haider, qui s'était fait une réputation de défenseur des petits contre les gros et de pourfendeur de la corruption, dissimulait en réalité plusieurs comptes dans une banque du Liechtenstein, dont les montants ont pu avoisiner les 45 millions d'euros. Bien sûr, ces sommes n'ont jamais été déclarées.

C'est en enquêtant sur les conditions douteuses du rachat de la banque HGAA par la Bayern LB en 2007, et sur la privatisation de la société immobilière Buwog en 2004, que les enquêteurs sont tombés sur ces comptes dissimulés. La banque appartenait au Land de Carinthie, dont Haider était le président, et les 60 000 logements de la Buwog ont été privatisés par le ministre des Finances d'extrême droite Grasser. Haider et le ministre sont soupçonnés d'avoir reçu des commissions en échange de prix nettement en dessous de leurs valeurs réelles.

Les carnets d'un principal collaborateur, saisis lors de

internationales, le régime a annoncé une suspension de la peine, mais pas son abrogation, et Sakineh reste sous le coup de la condamnation. La mise en scène d'« aveux » filmés et diffusés à la télévision laisse même penser que le pouvoir veut son exécution. En réalité, elle n'a pas-sé de tels aveux qu'après avoir été battue et torturée.

Quelque 150 lapidations ont eu lieu en Iran depuis que, en 1979, les religieux se sont emparés du pouvoir et ont imposé à la société iranienne, aux femmes en particulier, une barbarie d'un autre âge. Sakineh Mohammadi Ahstani doit être libérée et acquittée.



Une précédente lapidation : la barbarie contre les femmes.

Privatbank. Pas vraiment des gens ordinaires, mais de vrais grands bourgeois autrichiens. Un malheur ne venant jamais seul, la presse autrichienne vient de révéler qu'une agence de publicité, Orange, appartenant au parti de Haider, le BZÖ, a reçu en 2006, au moment où l'extrême droite et la droite étaient ensemble au gouvernement, la somme de 300 000 euros pour une étude de... dix pages de la part de la loterie autrichienne. Le hic, c'est qu'à ce moment-là un amendement prévoyait de faire perdre à la loterie son monopole, et qu'il a justement été supprimé sur proposition de ce même gouvernement... De même la Strabag, une société de construction qui postulait à un appel d'offres pour la construction d'une

autoroute, a versé à Orange la somme de 240 000 euros. Le ministre des Transports n'était autre que Hubert Gorbach, un dirigeant du BZÖ !

L'extrême droite autrichienne, comme les autres partis soi-disant respectables, est liée par mille liens à la bourgeoisie du pays, à ses affaires légales ou occultes. Son fonds de commerce est le racisme, le mépris contre les minorités des Balkans voisins, nombreuses en Autriche comme par exemple les Slovènes en Carinthie, son populisme et son anticommunisme primaire. Loin de défendre les petits contre les puissants, elle défend bien au contraire une politique antiouvrière des plus arrogantes et des plus hypocrites !

Eric TOLIAN

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 129 (juillet 2010)

- Le capitalisme à la dérive

- France

La « réforme » des retraites : l'hypocrisie de la droite... et celle de la gauche réformiste

- Afrique du Sud

Derrière les vuvuzelas

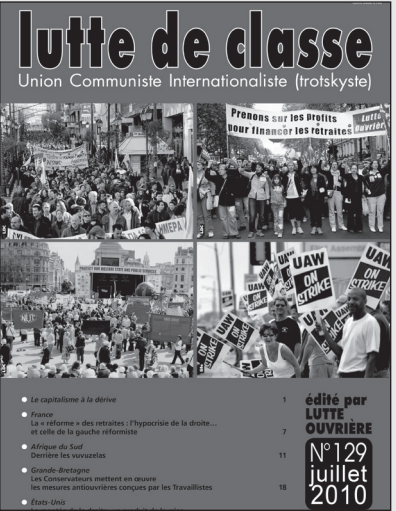
- Grande-Bretagne

Les Conservateurs mettent en œuvre les mesures antiouvrières conçues par les Travailleurs

- États-Unis

La montée de la droite, un produit de la crise et de la politique des Démocrates

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,56 euro



• Haïti

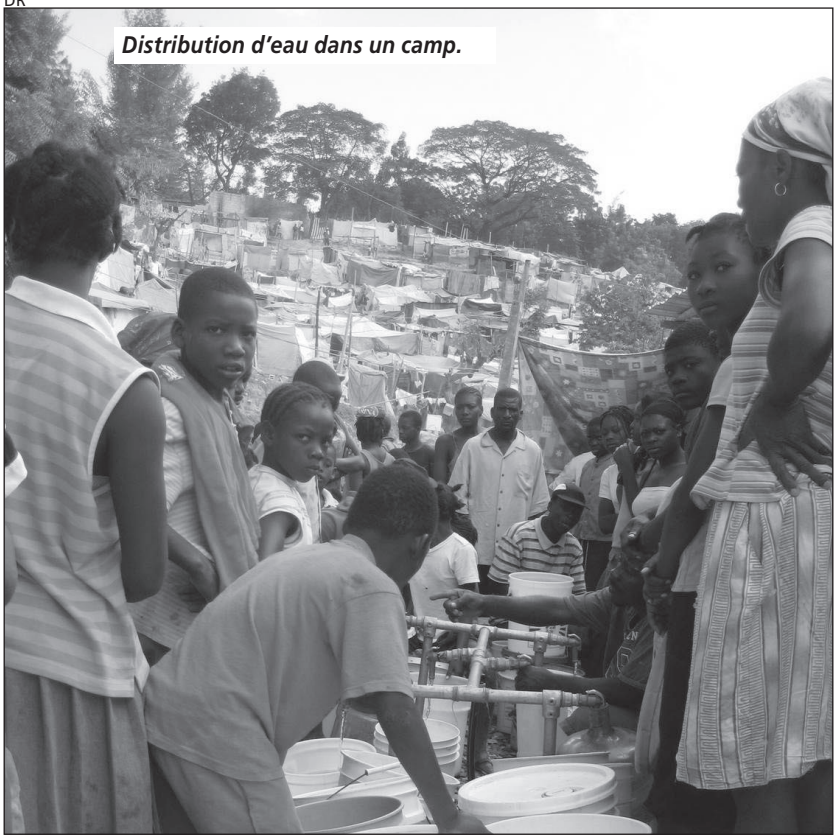
L'aide humanitaire n'atteint pas les camps de sinistrés

Le numéro du 30 juillet de *La Voix des Travailleurs*, mensuel trokyste édité en Haïti par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR), fait le bilan de l'utilisation des fonds collectés après le séisme du 12 janvier dernier. Nous en publions des extraits.

« La première quinzaine du mois de juillet était consacrée au bilan, six mois après le séisme du 12 janvier qui a fait des centaines de milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés, graves pour la plupart, et a poussé dans des camps de fortune environ deux millions de sans-abri (...). Outre l'aide en nature, des milliards de dollars US furent collectés en un laps de temps record de par le monde. Mais six mois après, les commentateurs politiques, la

possesseurs de la part du lion des fonds d'aide humanitaire, laissent croire qu'ils dépendent de l'État haïtien, qui n'a pourtant aucun contrôle sur leurs milliards, et se cachent derrière la décomposition de l'État pour drainer des fonds qu'ils détournent ensuite pour leurs propres dépenses. (...)

D'après les témoignages de sinistrés de divers camps, même l'aide en nourriture et en eau, distillée au compte-gouttes quelques semaines après le séisme, s'est



Distribution d'eau dans un camp.

presse nationale et internationale s'accordent à reconnaître que pas grand-chose n'a changé dans les conditions de vie des sinistrés, entassés comme des sardines dans les camps. (...) L'écrasante majorité y croupit toujours dans des conditions révoltantes, malgré les milliards drainés en leur nom. (...)

L'État haïtien, qui est le plus gros propriétaire terrien du pays, prétend qu'il ne dispose pas de terrains pour construire des logements sociaux en vue d'héberger les sinistrés ! Mais qu'est-ce qui empêche nos gouvernants de réquisitionner tous les terrains vides, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, pour reloger ces centaines de milliers de personnes ? (...)

Les responsables d'ONG,

brusquement arrêtée.

Où vont les milliards collectés au nom des sinistrés du 12 janvier ? Un article publié en janvier 2010 dans le journal haïtien *Le Soleil* en donne une petite idée. « À Port-au-Prince, où de nombreux hôtels sont tombés depuis le séisme, l'hôtel Plaza, lui, est resté debout et réalise un chiffre d'affaires hebdomadaire de près de 100 000 dollars US. » D'après un employé de ce complexe hôtelier, cité par l'article, « depuis le 13 janvier, la totalité de nos 95 chambres sont occupées à 150 dollars la nuitée... Il s'agit d'un changement radical pour l'hôtel qui faisait autrefois partie de la chaîne Holiday Inn et dont seulement 40 % des chambres étaient occupées normalement

durant le mois de janvier. »

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Mais si, à ce chiffre d'affaires de 100 000 dollars US calculé en fonction des tarifs des chambres, on ajoutait les bénéfices réalisés sur les consommations, tarifées elles aussi en dollars américains, le montant passerait à combien ? (...)

Le Plaza n'est pas le seul complexe hôtelier resté debout, ni le plus cher. Caribe, Villa Créole, Suite Horizon, Holoffson, avec des tarifs plus élevés, sont également surbookés depuis le séisme et roulent eux aussi sur l'or. (...)

Les hôtels remplis d'ONG et de consultants en tout genre ne sont qu'un aspect de la dilapidation des fonds destinés aux millions de sinistrés (...). Au même titre que les sociétés de location de véhicules qui ont dû commander en urgence de nouvelles flottes de véhicules tout-terrain pour faire face à la demande sans cesse croissante, notamment des ONG.

Depuis le séisme, environ un millier d'ONG fonctionnent dans le pays. Seulement trois mois après le séisme, on parlait de deux milliards de dollars US dépensés par des ONG. Après sept mois, le montant doit donner le vertige. De toute façon, il est impossible de chiffrer le montant même approximatif brassé par ces ONG dont la comptabilité est opaque. (...)

D'après une autre source, jusqu'au mois de mars l'aide en faveur des sinistrés aurait propulsé plus de 3 000 étrangers « bénévoles » en Haïti et cette aide a servi surtout à payer leurs frais en tout genre : un montant de 27 millions de dollars pour les frais de voyage, à raison de 900 dollars par bénéficiaire, un montant de 60 millions de dollars pour les frais d'hébergement, à raison de 200 dollars par personne et par nuit d'hôtel sur une durée de dix jours, un montant de 30 millions de dollars versé pour les frais de nourriture, avec une moyenne de 100 dollars par personne et par jour, sans prendre en compte d'autres frais, comme les déplacements en voiture ou en autobus, etc. Au total, plus de 75 % des fonds des ONG sont ainsi dévorés. »

• En août 1940

Staline faisait assassiner Trotsky mais les idées de Trotsky sont toujours vivantes !

Le 20 août 1940, à Mexico, un homme de main de Staline assassinait Léon Trotsky. Il avait 61 ans lorsque sa vie et son combat, entièrement dévoués au communisme et à la révolution prolétarienne, étaient brutalement interrompus.

Aux côtés de Lénine, Trotsky avait été l'un des dirigeants les plus populaires de la révolution russe de 1917. En mars 1918, il mit sur pied l'Armée rouge qui permit au jeune État ouvrier russe de repousser les armées des puissances impérialistes et de la contre-révolution qui cherchaient à l'étrangler.

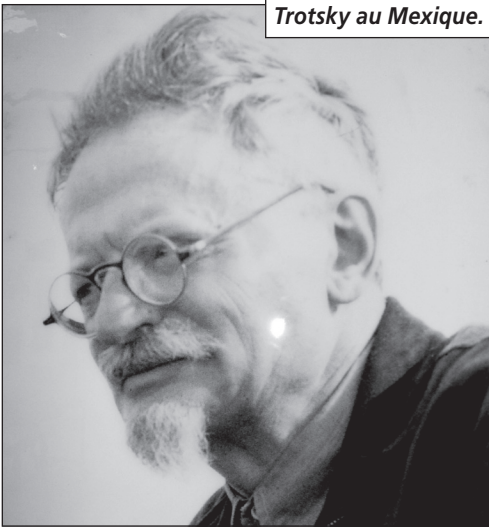
Tous les dirigeants bolcheviks étaient convaincus que l'avenir du jeune État ouvrier était lié au développement de la révolution internationale, en particulier dans les bastions impérialistes, les pays développés comme l'Allemagne, la France et l'Angleterre. C'est pourquoi ils proclamèrent dès mars 1919 la Troisième Internationale, qui se voulait le parti mondial de la révolution, dont Trotsky rédigea le manifeste de fondation.

Lorsque le reflux de la vague révolutionnaire s'opéra, au début des années vingt, l'URSS se retrouva isolée, épuisée, exsangue. Dans ce contexte, la classe ouvrière et les paysans pauvres ne réussirent pas à garder leur contrôle sur l'État né de la révolution, sur le parti et ses dirigeants. Une couche de bureaucrates se développa, qui aspirait à la pause, à profiter des quelques avantages matériels que sa position lui donnait. Ces gens-là abandonnaient la perspective et le combat pour la révolution mondiale au profit d'un repli sur une base nationale, résumé

par la formule stalinienne clamant que la « construction du socialisme » était possible « dans un seul pays ». À la tête de cette bureaucratie, Staline fut son expression politique.

Dès la mort de Lénine en janvier 1924, Staline et ceux qui le soutenaient se lancèrent dans une virulente campagne de calomnies contre les compagnons de Lénine qui restaient fidèles à l'internationalisme et contre Trotsky. Ces derniers furent écartés, avant d'être déportés, éliminés, fusillés. Trotsky était exclu du parti en octobre 1927 et déporté en Asie centrale, avant d'être déchu de sa nationalité soviétique et expulsé d'URSS en janvier 1929. Les prétendues démocraties occidentales furent nombreuses à lui refuser asile et, sur cette planète qui était devenue « sans visa » pour le dirigeant révolutionnaire, le Mexique finit par l'accueillir. C'est là, à des milliers de kilomètres de Moscou, que l'assassin commandité par Staline l'atteignit mortellement, après des années de traque.

Jusqu'à sa mort et partout où il passa, quelles que soient les conditions dans lesquelles il se trouvait, Trotsky poursuivit son combat. Il ne se contenta pas d'être parmi les premiers à dénoncer le stalinisme et ses crimes, alors que nombre de prétendus démocrates applaudissaient le régime. Il en expliqua les racines, analysa la dégénérescence de la première révolution ouvrière victorieuse, dégénérescence dont il montra que les causes n'étaient dues ni aux méthodes du Parti Bolchevik, ni à la classe ouvrière russe, mais à l'isolement et à l'épuisement du pays après les années de la Première Guerre mondiale, de la révolution et de la guerre civile. Et



Trotsky au Mexique.

c'est cette analyse qui était porteuse d'avenir, parce qu'elle critiquait avec lucidité ce qui était en train de se passer en URSS tout en défendant les acquis de la révolution d'octobre, en se réclamant du marxisme révolutionnaire et sans tourner le dos au mouvement ouvrier et à la perspective communiste. Mais au contraire, en se servant du marxisme, Trotsky armait les militants qui critiquaient l'évolution stalinienne de l'URSS d'un outil déterminant pour comprendre ce qui se passait, sans renier leur idéal.

En août 1940, Staline avait enfin réussi à abattre celui qui incarnait l'expérience de la révolution et des débuts du mouvement communiste mondial à travers les premières années de la Troisième Internationale, l'Internationale Communiste. Depuis, le stalinisme en tant que tel a exposé aux yeux de tous son visage abject et antiouvrier, jetant un grave discrédit sur les idées communistes. Si ces idées n'ont pas disparu, si année après année des militants les ont transmises à d'autres, c'est grâce au combat mené par Trotsky et sa petite cohorte de partisans.

En assassinant Trotsky, Staline ne réglait pas – contrairement à ce qui a beaucoup été dit – une rivalité personnelle, mais s'efforçait de tuer l'idée même du communisme révolutionnaire et de l'internationalisme. En cet été 2010, alors que le capitalisme en crise démontre sa complète faillite, il est important de rappeler que les idées de la révolution, les idées du communisme que nous a léguées Trotsky existent toujours. Ce sont les nôtres ! L'avenir de l'humanité ne peut appartenir à ce système barbare qu'est le capitalisme, fait d'injustice, de famine, de misère et d'obscurantisme. Il appartient au communisme.

Lucienne PLAIN



La tombe de Trotsky (et de sa compagne) dans la maison de Mexico où il fut assassiné sur ordre de Staline.

• La campagne du gouvernement et de Sarkozy

Les idées les plus réactionnaires mises à l'honneur

Ouverte par Sarkozy au début de l'été, reprise par ses ministres et l'UMP, la campagne pour porter au pinacle tous les préjugés réactionnaires, y compris les plus nauséabonds, n'a eu de cesse jusqu'à aujourd'hui. On a ainsi vu les hommes du pouvoir oser affirmer que l'insécurité était liée à l'immigration et même à l'origine immigrée de toute une partie de la population. Parallèlement, il y a eu la chasse aux Roms, c'est-à-dire à des citoyens européens venus de Roumanie ou de Bulgarie, stigmatisés à cause de leur "race" et de leur pauvreté. Il y a eu aussi la mise à l'index des centaines de milliers de citoyens, bien français, gens du voyage, dont le seul crime est de vivre dans des caravanes. Et puis, tout naturellement, on en est venu à la chasse à tous les gens aux revenus modestes, qui dilapideraient la malheureuse aide de rentrée scolaire.

L'été n'est pas fini, et on peut s'attendre à pire encore. Mais dans ce domaine il faut déjà que des limites aient été largement dépassées pour que les membres d'une commission de l'ONU s'inquiètent des dérives racistes et xénophobes du gouvernement en France.

C'est naturellement le dégoût que peut susciter l'étalage de ce ramassis de contre-vérités,

qui sont habituellement l'apanage de l'extrême droite. Tout cela au nom de ce qui serait la préoccupation première « de tous les Français » : l'insécurité. Mais l'insécurité qui mine le plus le moral de millions de travailleurs ou retraités, c'est celle qui pèse sur leurs moyens d'existence, leur emploi, leur salaire, leur pension, leur couverture sociale et l'accès aux services publics.

Ce déchaînement gouvernemental a des visées politiques certaines, avec en ligne de mire la future élection présidentielle de 2012 et toutes les prébendes qu'elle peut offrir en termes de postes de députés, d'administrateurs et d'ouverture vers les milieux les plus riches. Mais cela a des conséquences qui dépassent largement la sphère politique.

Cette campagne est relayée tous les jours à la télévision, et elle est d'ailleurs faite pour cela ; les policiers embarquent les journalistes à leurs côtés afin qu'ils filment leurs opérations spectaculaires. Cet étalage va-t-il servir à améliorer les scores de Sarkozy et de l'UMP, personne n'en sait rien. En revanche, cela revient non seulement à banaliser les pires idées réactionnaires, mais à essayer d'en faire des vérités absolues.

Ceux qui doivent se sentir confortés, ce sont d'abord les champions de la mise en avant

de ce ramassis ordurier, l'extrême droite bien évidemment, mais bien au-delà tous ceux qui dans le pays peuvent colporter les poncifs anti-immigrés et anti-pauvres, ceux qui assènent, le ventre et les poches souvent bien remplies, que si les travailleurs restent au chômage c'est parce qu'ils sont des fainéants.

Oui, la campagne du gouvernement est nocive et dangereuse pour nombre de ceux qui pourraient penser qu'elle ne les concerne pas. Elle est passée des immigrés à leurs enfants, des Tsiganes aux Français, aux pauvres. Elle remet ainsi sur le devant de la scène tout ce vieux fatras xénophobe, raciste, antiouvrier. C'est une vieille histoire qui a toujours suivi le même chemin.

Mais pour combattre ce glissement réactionnaire, c'est peu dire que l'on ne peut pas compter sur le Parti Socialiste. Par crainte de heurter les préjugés réactionnaires ambiants

qu'agitent Sarkozy et le gouvernement, le PS est d'abord resté silencieux. Puis, ces derniers jours, il a fait donner Assouline, secrétaire national, qui, envoyé à la télévision pour donner l'avis du PS, a tenu à déclarer que pour ce dernier, comme donc pour Sarkozy et ses ministres, la sécurité était bien la première des « libertés républicaines ».

Pour contrer cette mise en condition, le monde du travail ne peut s'appuyer que sur les idées qu'a toujours défendues le mouvement ouvrier, que sur les idées communistes, qui proclament que les travailleurs, quelles que soient leur nationalité, la couleur de leur peau ou leur origine, sont rivaux à la même chaîne et ont à combattre leur ennemi commun, la classe capitaliste, principale responsable des malheurs de cette société, dans le monde et d'abord ici.

Paul SOREL

• Anglet, puis Bordeaux

Des gens du voyage traités en indésirables

Après avoir été expulsés par les CRS d'un stade à Anglet, où ils s'étaient installés depuis le début du mois d'août, plusieurs centaines de gens du voyage ont manifesté le 15 août à Bordeaux, bloquant le pont d'Aquitaine et provoquant de gigantesques embouteillages sur ce tronçon de la rocade bordelaise. Délogés par la police, ils bloquent, depuis, des voies menant à la zone commerciale de Bordeaux-Lac avec 250 caravanes et véhicules.

Ils reprochent au maire de Bordeaux, l'ancien Premier ministre Alain Juppé, de leur avoir interdit l'accès aux pelouses de la plaine des Sports de ce quartier, où ils avaient tenté de pénétrer le 15 août. Ils se disent également victimes de la campagne raciste et xénophobe lancée par Sarkozy, qui stigmatise les gens du voyage.

Depuis, Juppé prétend leur avoir fait deux autres propositions d'accueil. Des « solutions » que ces derniers ont refusées car elles n'en sont pas. En effet il s'agit d'un vaste parking asphalté où, selon leur porte-parole, « il fait 40 degrés l'été et qu'il est très mal fréquenté ». Quant à l'autre aire proposée, elle est située à côté d'une déchetterie et est « infecte », « insalubre », et de toute façon trop petite pour accueillir l'ensemble de leur communauté.

Alors, le bras de fer continue

car, comme le soulignait un des membres de la communauté des gens du voyage excédé, « nous sommes libres de voyager, mais pas de nous arrêter ! »

L'attitude de Juppé illustre le traitement réservé à la communauté des gens du voyage dans beaucoup de villes. En dépit de la loi qui, depuis juillet 2000, oblige les communes de plus de 5 000 habitants à offrir des aires permanentes d'accueil, beaucoup de villes manquent d'équipements de ce type. Car les maires traînent les pieds pour se mettre en conformité, d'autant que la loi ne prévoit aucune sanction contre ceux qui refuseraient de l'appliquer. Face à cette situation, les gens du voyage n'ont donc pas d'autre choix que d'essayer de s'installer « illégalement », là où ils le peuvent.

Roger MEYNIER



Manifestation, en 2003, contre une loi dite de « sécurité intérieure » voulue par Sarkozy (déjà), quand il était ministre de l'Intérieur.

Une loi inappliquée

La loi du 5 juillet 2000 prévoit que chaque commune de plus de 5 000 habitants doit disposer d'aires permanentes d'accueil. Dans le cas contraire, elle affirme que l'expulsion de gens du voyage d'une zone illégale n'est pas possible. D'Anglet à Bordeaux, on voit ce qu'il en est !

D'après un rapport parlementaire datant de 2008, la France n'avait atteint que 32 % de l'objectif initialement fixé, qui était la création de 42 000 places d'accueil. Elle a d'ailleurs été récemment condamnée par le Conseil de l'Europe pour cette insuffisance.

En fait, cette loi n'est pas appliquée, d'autant qu'elle ne prévoit pas de sanction à l'encontre des maires qui ne la respectent pas. En théorie, dans ce cas, le préfet doit se substituer au maire pour réaliser l'aménagement manquant aux frais de la municipalité réfractaire. Sauf que, depuis dix ans, cette disposition n'a pas une seule fois été appliquée.

Comme le relevait le président d'une association de défense des Tsiganes et des gens du voyage : « Les premiers délinquants ne sont pas les gens du voyage, mais les maires et les préfets. »

R. M.

• Estrosi et les maires « laxistes »

L'insécurité, la paille et la poutre

Dans la foulée du discours de Sarkozy à Grenoble, Christian Estrosi, maire de Nice et aussi ministre de l'Industrie, a de son côté déclenché un tir nourri contre la gauche, accusée d'être laxiste en matière de sécurité. Mais, le PS n'étant pas au gouvernement, il s'en est pris aux élus, aux maires, proposant de « très fortes amendes » contre les municipalités « qui ne respectent pas leurs obligations de sécurité ».

Il s'en est pris nommément à plusieurs maires du PS : « *Pourquoi Martine Aubry ne veut-elle pas de caméras de surveillance dans sa ville? De même le maire de Grenoble ne fait-il rien pour sécuriser sa commune et se plaint-il que tout explose.* »

Lui, en tout cas, ne s'étouffe pas avec l'obligation de vérité, car il y a à Lille, où Martine Aubry est maire, 4000 caméras de surveillance dans le métro, les parkings et autres endroits clos. Et à Grenoble le maire PS, Michel Destot, a déclaré avoir augmenté les effectifs de la police municipale de 41 %, quand depuis 2002 ceux de la police nationale baissaient de 17 %.

Quant à l'insécurité quotidienne, Estrosi sait pertinemment qu'elle ne dépend pas principalement des maires et de leur politique en matière de sécurité, mais plutôt de la dégradation continue des conditions de vie dans les villes et les quartiers les plus populaires.

D'ailleurs, concrètement, le maire PS de Bondy ou celui UMP de Montfermeil ou de Chanteloup-les-Vignes disposent des mêmes moyens de lutte réelle contre l'insécurité, c'est-à-dire d'à peu près aucun. Un reportage de France 2 a même fait état d'une diminution de 0,9 % de la délinquance à Lille entre 2008 et 2009, contre 0,5 % seulement à Nice de 2006 à 2008 !

La vidéo-surveillance est sans doute un argument électoral, mais d'après Laurent Mucchielli, un chercheur au CNRS, elle est de peu d'efficacité : elle permet de repérer à peine 3 % de la délinquance sur la voie publique et d'élucider moins de 2 % des enquêtes policières, pour un coût souvent exorbitant.

L'origine de la délinquance et, partant, les moyens de la réduire sont bien ailleurs. Estrosi sait, par exemple, que la suppression de dizaines de milliers d'enseignants, spécialisés ou non, les surcharges de classes qui en découlent, ont comme conséquence de délaisser et d'abandonner à eux-mêmes nombre d'élèves, de les exclure de la vie scolaire puis de la vie sociale. Cette politique d'abandon des services publics, que Sarkozy et Estrosi mettent en œuvre, se conjugue avec l'insécurité sociale pour favoriser la délinquance.

L'explosion du chômage,

après avoir touché leurs parents dans les années 1980 ou 1990, frappe maintenant de plein fouet les jeunes des quartiers populaires et démolit leur espoir d'une vie décente et ne leur offre qu'un quotidien fait de galère, d'humiliations constantes, de longues périodes de chômage, seulement entrecoupées de « missions », de « contrats », sans même d'espoir d'embauche.

C'est bien sûr ce délitement de la société, et non le laxisme des maires, qui constitue le fumier sur lequel prospèrent l'individualisme le plus crasse, l'appât du gain, le rêve de l'argent vite gagné, ce qui dans les quartiers pauvres ne peut s'obtenir que de façon illégale, par le vol, les trafics minables ou la violence sordide.

Les bourgeois, eux, héritent de sociétés, d'entreprises, des mécaniques bien huilées qui extraient du profit d'une multitude d'hommes et de femmes à statut plus ou moins précaire,

dont ils ignorent et méprisent l'existence.

Ils acquièrent des fortunes dont il ne savent que faire et qu'ils confient à des cabinets de conseil fiscaux ou juridiques. Cela, en toute légalité et, s'il faut donner un petit coup de pouce, il se trouvera toujours des Woerth ou des Estrosi pour aider le destin.

Alors, quand Estrosi, ce commis des riches, fait mine, en singeant son patron, de défendre la « sécurité », menacée par le laxisme des maires de gauche, il sait qu'il ment. Les municipalités de gauche comme de droite sont plutôt démunies contre la dégradation de la situation dont la politique du gouvernement au service exclusif des riches est largement responsable. D'ailleurs, même certains élus de droite n'ont pas apprécié, au point qu'Hortefeux n'a pu que désavouer Estrosi.

Christian BERNAC

• Roms

Les parias de l'Europe

Mardi 17 août Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale, était l'invité de la matinale d'Europe 1. Interrogé sur les rafles et les expulsions de Roms pratiquées par le gouvernement, il a répété à trois reprises : « *Il faut être ferme vis-à-vis de tous ceux qui sont entrés de manière illégale sur le territoire, qu'ils soient Roms ou non.* » Sauf que les Roms ne sont pas entrés en France de manière illégale, car leurs pays d'origine – Roumanie, Bulgarie – sont membres de l'Union européenne.

Et, normalement, ils devraient avoir toute liberté de circulation, bien que pour le moment leur séjour soit limité à trois mois, s'ils n'obtiennent pas une autorisation de séjour plus

longue.

Et cette autorisation de séjour, le gouvernement ne la leur accorde pas. Au contraire, il les empêche de travailler, de se loger, de s'insérer, en les expulsant régulièrement sous le prétexte qu'ils troubleraient l'ordre public en vendant dans la rue sans autorisation, en mendiant ou en s'installant dans des campements illégaux, ou parce que, faute de ressources, ils constituent une charge sociale « déraisonnable » pour la France. En fait le gouvernement, comme la plupart des gouvernements européens, rejettent les Roms pour « délit de grande pauvreté ».

En tant que ministre de l'Éducation, il a été demandé à

Chatel s'il garantissait que tous les enfants Roms seraient scolarisés à la rentrée. Chatel s'est bien gardé de répondre oui. Il a exactement dit : « *L'école de la République leur ouvre ses portes* », ce qui n'est pas la même chose. Car, si l'inscription de tous les enfants à l'école est un droit, encore faut-il pouvoir l'exercer. Et les expulsions répétées, l'impossibilité d'accéder même aux aires d'accueil des gens du voyage, faute de livret de circulation, ne permettent pas aux familles roms de se stabiliser même quelques mois et ne permettent pas aux enfants de fréquenter régulièrement une école et de s'instruire, quoi qu'en dise le ministre de l'Éducation.

Louis BASTILLE

• Cité des Tarterêts Corbeil (Essonne)

Une situation qui se dégrade

Dans la soirée du jeudi 12 août, la cité des Tarterêts à Corbeil-Essonnes a été le théâtre de violents affrontements entre jeunes et policiers. Une descente de police musclée se serait transformée en bagarre générale avec plusieurs dizaines de jeunes du quartier. Cinq policiers auraient été blessés.

Le gouvernement et la police, relayés par la presse, ont monté cela en épingle pour mieux justifier la campagne sécuritaire du moment. À en croire la version officielle de la police, celle-ci aurait fait seulement « *son boulot d'empêcher les délinquants de nuire* » et de « *protéger les honnêtes gens* » et serait « *tombée dans un guet-apens* ». L'un des policiers agressé faisait même de la surenchère, déclarant dans les pages du *Parisien* du lundi 16 août : « *Ils voulaient tuer un flic !* »

Ce n'est pas la première fois qu'il y a ce genre d'incidents aux Tarterêts, un quartier de 10 000 habitants, délaissé, touché par le chômage et la pauvreté. De nombreux habitants du quartier ont le sentiment que le gouvernement cherche à criminaliser la population la plus pauvre en multipliant les patrouilles policières, les contrôles au « faciès », les brimades et les vexations multiples.

Aux Tarterêts, plusieurs cars de CRS stationnent dans les rues. Ce dispositif policier permanent laisse croire qu'il n'y

a que des délinquants dans la cité. S'il y en a, comme dans bien d'autres quartiers défavorisés, il y a surtout des milliers de travailleurs des usines de la région, mais aussi beaucoup de chômeurs, jeunes et moins jeunes, français ou immigrés, qui n'aspirent qu'à vivre tranquillement.

Si aujourd'hui la police n'a pas bonne presse parmi de nombreux habitants du quartier, ce n'est pas vraiment un hasard : certains d'entre eux se souviennent encore de l'intervention brutale des CRS dispersant à coups de gaz lacrymogène et de matraques une kermesse associative de plus de 400 adultes et enfants, le 28 juin 2009. Les jours suivants, un hélicoptère surveillait même la cité en permanence, comme si le quartier était en état de guerre.

L'an dernier, la violence des CRS avait suscité une telle indignation que les habitants s'étaient retrouvés à plusieurs centaines au commissariat, pour protester et demander des comptes. D'autres manifestations avaient suivi.

Lundi 16 août, la police a arrêté quatre agresseurs présumés. Gageons qu'ils passeront en jugement rapidement. Quant aux policiers responsables des violences de 2009, ils n'ont toujours pas été inquiétés !

Correspondant LO

• Nos lecteurs écrivent

Des familles chassées d'un terrain à Seyssins en Isère

En Isère, 230 places devraient être réparties entre les communes de l'agglomération grenobloise pour le stationnement des gens du voyage. Plusieurs communes n'ont encore rien prévu. Il n'existe qu'un seul terrain de passage, d'une capacité de 150 caravanes, ce qui est bien insuffisant. De plus, les usagers jugent ce terrain cher et inconfortable par manque d'herbe et d'ombrage.

C'est pour cette raison que, fin juin, des gens du voyage sont venus s'installer sur un terrain herbeux non aménagé

d'un quartier de la commune de Seyssins. Ce terrain étant inondable, de violents orages les ont contraints à partir en pleine nuit. Une fois celui-ci asséché, ils sont revenus. Certains Seyssinois n'ont pas accepté leur présence et ont interpellé le maire PS, afin qu'il les fasse partir rapidement. Le 29 juin, il écrivait à tous les habitants une lettre avec des propos choquants : « *J'ai conscience que cette occupation engendre une gêne importante aux riverains* » ; « *J'ai demandé au préfet de procéder à leur évacuation* » ; « *Je vous assure de ma*

volonté et de ma détermination pour faire rapidement le nécessaire en termes d'aménagements de ce terrain » c'est-à-dire de créer « *des fossés* » et de poser « *des merlons* » afin que plus aucune caravane ne puisse venir à cet endroit.

Face au manque incontestable de terrains d'accueil, les gens du voyage s'installent où ils peuvent. Les municipalités ne respectent pas leurs obligations, mais c'est à eux que l'on reproche ensuite d'être dans l'illégalité !

Une lectrice

• Snecma – Corbeil (Essonne)

Deux blessés graves : la direction responsable

Jeudi 12 août à l'usine Snecma de Corbeil-Essonnes, qui fabrique des moteurs d'avions, un incendie s'est déclaré dans l'atelier CF 342 brûlant gravement deux ouvriers de la société SNS, une société sous-traitante qui intervenait pour la première fois dans l'usine.

La direction a expliqué que les deux salariés étaient sortis de l'hôpital, en minimisant l'affaire tout en cherchant à fuir sa responsabilité. Elle n'a pas dit un mot sur la gravité des brûlures des deux camarades accidentés. Pas un mot sur les circonstances de l'accident.

L'enquête n'est pas encore terminée, mais d'ores et déjà on peut pointer du doigt certaines responsabilités : l'incendie s'est déclaré sur une installation connue de tous, à l'occasion d'une simple opération d'entretien. Les résidus de soudure, les poussières sont particulièrement inflammables. Les produits utilisés comme le titane sont également dangereux. D'autres incendies d'aspirateurs et de tables aspirantes

d'ajustage avaient déjà eu lieu.

Ce dernier accident n'est donc pas le seul fait du hasard. La course aux profits, la réorganisation de la production, les mutations, la dilution des responsabilités, le recours à la sous-traitance, la négligence des risques encourus contribuent à augmenter les dangers. La direction peut affirmer le contraire, parler de sécurité, mais elle ne peut nier que cette politique conduit à sous-estimer les risques d'accident.

En se refusant à prendre des mesures de sécurité sérieuses et durables, elle nous met en danger. L'organisation défaillante des secours jeudi dernier en a donné la preuve : pompiers en nombre restreint et dont le service est sous-traité à des entreprises extérieures, aucune évacuation du personnel, aucune ouverture des dômes pour l'évacuation de la fumée, alarme tardive. Rien que ça !

On vient à l'usine pour gagner notre vie, pas pour y laisser la santé.

Correspondant LO



• Hôpital Pitié-Salpêtrière – Paris

Le privé avance ses pions

Dans le cadre de sa politique de suppression de postes, la direction de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris s'attaque entre autres aux postes des cuisines. Trois gros bâtiments bénéficiaient jusqu'à présent d'une cuisine relais où les agents des cuisines préparaient les repas des patients. L'une d'entre elles a déjà été fermée, laissant le travail aux aides-soignantes des salles et une deuxième vient d'être confiée à une entreprise privée Sin&Stes du groupe Elior.

Cette société s'occupant aussi de nettoyage, l'hôpital lui sous-traite le ménage en plus de la distribution des repas, pour un bâtiment de plus de 200 lits. Auparavant, le ménage y était déjà assuré par la société Challengin qui continue à intervenir dans les autres services de l'hôpital.

Aujourd'hui, les salariées de Sin&Stes se retrouvent donc à préparer et à servir les repas, à distribuer les carafes d'eau.

Tout cela entre deux tâches de ménage dans les chambres, dans les bureaux et les couloirs. La distribution des repas est totalement rocambolesque car dans un hôpital ce n'est pas si simple. Or les travailleuses de cette entreprise privée n'ont pas les listes des patients, des menus, des régimes de chacun d'entre eux, ni de ceux qui doivent être à jeun avant ou après opération.

Sans ces informations

indispensables, elles ne peuvent donc pas faire seules ce travail et les encadrements ont décidé qu'une aide-soignante de la salle devait seconder la distribution des repas. Cette dernière cesse donc séance tenante son travail en cours pour vérifier chaque plateau repas, à qui le donner et désigner les patients qui ne doivent pas manger. Mais, au final, peu de patients ont le plateau leur correspondant.

Cette situation met tout le monde sur les nerfs et il apparaît fou d'avoir pu décider d'une organisation aussi incohérente. Aux anciennes travailleuses de Challengin, reprises par Sin&Stes et qui s'inquiétaient de leurs nouvelles tâches, les chefs avaient répondu avec

le plus grand mépris : qu'elles sachent lire ou pas, ce n'était pas un problème, elles n'auraient qu'à regarder les numéros de chambres et des fiches sur les plateaux.

Dans cette réorganisation, la direction de la Pitié-Salpêtrière suit les directives de la direction générale qui veut « *recentrer les activités des hôpitaux sur le cœur du métier, les soins* » en confiant au privé toutes les tâches qui ne relèvent pas des soins proprement dits.

Ainsi, dans les hôpitaux, de plus en plus d'entreprises privées extérieures interviennent, avec des statuts et des horaires différents. Un moyen pour les directions de diviser le personnel encore un peu plus.

Correspondant LO

• Hôtel des Postes – Lyon

Un bon remède : la solidarité

Fin juin, la réorganisation de la Motorisation (les facteurs en voiture jaune) avait supprimé plus de 10 % des positions de travail du service à l'Hôtel des Postes de Lyon. Les horaires de travail étaient complètement chamboulés, créant des cloisonnements entre ceux qui travaillent du matin, ceux qui sont à la journée et ceux qui sont d'après-midi. Pour certains,

ces horaires comportent de gros trous, mais insuffisants pour pouvoir rentrer chez soi. Les amplitudes horaires vont jusqu'à 11 heures par jour. Alors inévitablement, la fatigue se fait sentir et les arrêts maladie se multiplient.

Pour la direction de La Poste, le remède, ce n'est pas de rétablir des conditions de travail supportables, mais c'est

d'envoyer systématiquement des médecins contrôler la validité des arrêts maladie.

C'est ainsi que fin juillet, une collègue, arrêtée pour 4 jours par son médecin, s'est vue sommée de reprendre le travail par un médecin envoyé chez elle par La Poste. Peu importe que les cachets qu'elle devait prendre soient incompatibles avec la conduite d'un

véhicule !

Cela a été la goutte d'eau de trop : dès le lendemain, les postiers du service débrayaient, le temps d'exprimer au directeur d'établissement leur façon de penser. Et depuis, c'est avec une certaine fierté que ceux-ci ont le sentiment d'avoir déjoué le projet de la direction de les isoler les uns des autres.

Correspondant LO

• SNCF Normandie

C'est à nous d'agir

Le 1^{er} juillet une jeune fille de 17 ans est décédée, sous les yeux de son ami qui l'attendait sur l'autre quai, à la halte d'Audrieu entre Caen et Bayeux. Elle a été heurtée par un train qui croisait celui d'où elle venait de descendre. Elle empruntait pourtant le passage planchéié prévu pour traverser les voies. Dans cette halte, il n'y a pas d'autre choix.

À cet endroit, un train qui n'a pas d'arrêt passe à 160 km/heure. Eh bien, il n'y a même pas de pictogrammes (signaux lumineux) pour indiquer aux usagers qu'un train arrive.

Les contrôleurs et les conducteurs relayés par leurs syndicats avaient à plusieurs reprises signalé les risques, surtout qu'ils ont été accentués par l'augmentation du nombre de trains.

Mais ni les dirigeants de la SNCF (exploitant de la ligne), ni ceux de RFF (Réseau Ferré de France, propriétaire des infrastructures) n'ont pris de mesures pour améliorer la sécurité.

Suite à l'accident, la direction de la SNCF a fait son « enquête interne », elle a d'abord cherché à savoir si ce n'était pas la faute du conducteur du train, ensuite celle du petit ami de la victime. Et comme elle n'a rien trouvé, elle invoque maintenant la fatalité. Elle se retranche derrière la réglementation qui ne lui impose pas de mettre des pictogrammes, vu la faible fréquentation de la halte.

Depuis, un comité de soutien s'est organisé avec la famille, qui a porté plainte, des usagers et des élus locaux.

Les seules mesures concrètes, ce sont les travailleurs qui les ont prises : les conducteurs de trains de Caen, avec l'appui des syndicats, ont décidé de ralentir toutes les circulations et de prévenir de leur passage en sifflant aux abords de la halte d'Audrieu. Et nombre de conducteurs de Rennes qui empruntent chaque jour cette ligne font de même par solidarité.

Correspondant LO

• Air France – Bamako (Mali)

Grève illimitée du personnel « Contre les injustices et l'esclavage »

L'ensemble du personnel local d'Air France à Bamako, capitale du Mali, est en grève illimitée depuis le 10 août. Les grévistes réclament une revalorisation de leurs salaires, en particulier qu'ils soient alignés sur ceux qu'Air France applique à Dakar, au Sénégal. En effet, à Dakar, où Air France emploie 144 agents, le point de la grille indiciaire est fixé à 1 030, contre 970 pour les 30 employés de la compagnie à Bamako.

Les grévistes réclament aussi « la révision de leur prime de panier de 1 500 francs CFA (2,20 euros) à 4 000 FCFA (plus de 6 euros) et l'alignement de la prime locale annuelle de 90 000 FCFA (137 euros) à 400 000 FCFA (près de 610 euros) ». Ils demandent aussi une indemnité de départ en retraite de un million de FCFA, comme celle

qui est payée à Dakar, alors qu'à Bamako, jusqu'à maintenant, ils n'y ont pas droit.

À cette occasion, la direction d'Air France s'est montrée sous son jour le plus crû : méprisante, exploiteuse, n'hésitant pas à violer la loi pour briser une grève.

Elle s'est ainsi permis de dire que cette grève était injustifiée sous prétexte, selon elle, que le niveau de salaire de ses employés

locaux serait le plus élevé du secteur au Mali. Elle a aussi reproché aux grévistes de prendre Dakar comme référence. Comme si, héritage de la colonisation, les salaires n'étaient pas payés dans la même monnaie, le franc CFA, au Sénégal, au Mali et dans d'autres pays de l'Ouest africain ! Évidemment, cela permet de se rendre compte plus facilement que, faisant faire le même travail partout, non seulement la compagnie le paie bien moins au Sénégal qu'en France, mais moins encore au Mali ! Pas étonnant, dans ces conditions, que les grévistes aient tendu une banderole « Grève – Non à la discrimination » devant les locaux

d'Air France-KLM à Bamako.

Surprise – elle croyait peut-être que sa politique scandaleuse ne serait pas remise en cause – la direction d'Air France a essayé de s'en tirer à bon compte avec une augmentation de 10% de la prime de panier et de la prime annuelle (+ 0,22 euro par jour et + 13,5 euros par an !), une proposition dérisoire rejetée par les grévistes.

Se croyant peut-être encore au temps des colonies, en tout cas s'appuyant sur le monopole de fait dont elle dispose sur les liaisons aériennes de près de la moitié du continent africain, la direction d'Air France, tout en se présentant sans rire comme

pratiquant « un dialogue social serein, loyal, constructif et respectant le cadre légal »... s'assoit ouvertement sur le code du travail. Ainsi, elle ne s'est même pas gênée pour annoncer, devant des officiels maliens, qu'elle avait fait débarquer à Bamako des agents venus de Paris pour remplacer les grévistes.

Malgré cela, les vols de la compagnie sont perturbés ou retardés. Et les grévistes, qui ont affiché sur la devanture des locaux : « Personnel d'Air France en colère contre les injustices et l'esclavage », sont bien décidés à obtenir satisfaction.

Correspondant LO

• Toyota-Onnaing – Valenciennes

La direction pleure misère... pour justifier l'exploitation

« Le premier trimestre a été meilleur qu'attendu », titre l'article sur Toyota dans le journal patronal *Les Échos* du 5 août, avec des ventes mondiales supérieures de 27 % par rapport aux mêmes trois mois comptables de 2009 (avril à juin). Toyota retrouve ainsi un bénéfice de 1,7 milliard d'euros pour ces trois mois de 2010, alors qu'une perte de 693 millions d'euros avait été comptabilisée pour la même période de 2009.

Pourtant le discours de la direction dans l'usine d'Onnaing, avant les congés d'août, n'avait pas changé. Elle annonçait même un déficit de 35 millions pour ces trois mois comptables et prévoyait 145 millions de perte en un an, perte créée artificiellement par un tour de passe-passe entre filiales (cf : LO du 13 août).

Cette mauvaise conjoncture lui a servi à justifier le licenciement de plus de 600 intérimaires depuis le début de l'année, ainsi que l'augmentation des cadences, la diminution des primes et le quasi-blocage des salaires.

Bien sûr, dans ses communiqués aux actionnaires, la direction de Toyota dit rester prudente sur l'avenir et ne prévoit qu'un bénéfice de 3 milliards d'euros pour l'exercice avril 2010-mars 2011, à cause dit-elle de la faiblesse persistante du marché européen et des incertitudes sur la reprise aux USA... C'est vrai que, dans les années précédentes, les actionnaires avaient été habitués à des bénéfices trois fois plus élevés, de l'ordre de 10 milliards d'euros par an, soit 100 milliards d'euros dans les dix années précédant l'éclatement de la crise de 2008.

Pour Toyota-Onnaing, en 2008, les bénéfices s'élevaient à 82 millions d'euros, soit un bénéfice de plus de 25 000 euros par salarié du site sur l'année – plus de 2 000 euros par mois par salarié –, nettement supérieur au salaire touché par les ouvriers ! Cela n'empêchait pas la direction de refuser toute augmentation

conséquente des salaires ainsi que la réduction de cadences qui sont responsables de maladies et d'accidents du travail.

Ces énormes bénéfices soutirés aux salariés par Toyota – comme par tous les grands groupes industriels et financiers – pendant ces trente dernières années ont réduit fortement ce que les travailleurs pouvaient consommer. Ensuite, pour maintenir les profits malgré la crise, Toyota a licencié et réduit les revenus des salariés restants, ne serait-ce que par la réduction des primes, aggravant d'autant la crise, par la baisse du pouvoir d'achat des salariés.

Dans ses communiqués, la direction de Toyota se dit « prudente » sur les profits que peuvent espérer les actionnaires, à cause de la conjoncture difficile. Mais en réalité ce n'est pas de la prudence, c'est de l'irresponsabilité !

Car en continuant à chercher à accumuler le maximum de profits au détriment des salariés, malgré la crise qui continue, malgré le chômage qui s'amplifie à peu près partout dans le monde, les actionnaires et la direction de Toyota contribuent à aggraver encore un peu plus la crise.

Prendre sur les profits accumulés par les actionnaires pour embaucher et augmenter les salaires ne suffirait certes pas à mettre fin à une crise qui est inhérente au système capitaliste. Mais cela permettrait au moins aux travailleurs de vivre un peu mieux.

Claude THERAM



• La Poste – Beauvais

Arnaques en tout genre

Récemment, à Beauvais comme dans le reste de l'Oise, la direction de La Poste a organisé des prises de parole dans les centres de distribution du courrier et dans les bureaux de poste, pour nous interdire désormais de ramasser le courrier des commerçants, des artisans et des entreprises au-delà d'une à deux lettres, sous peine de sanctions.

À la place de ce service, que nous rendions gratuitement de manière naturelle, la direction nous demande de proposer aux commerçants et entreprises en question une « collecte Primo » : ramassage du courrier à domicile et à heure choisie pour

la modique somme annuelle de 600 euros.

L'arnaque est bien ficelée : le courrier traité à la machine par les entreprises qui en possèdent une ne peut en aucun cas être glissé dans une boîte à lettres ordinaire, mais il doit être apporté jusqu'à l'un des deux centres de traitement du courrier de la ville.

La direction nous interdit également de garder le courrier des usagers partis en vacances. Désormais, ce service devient payant. Un gérant de bistro vient de payer 60 euros pour 15 jours d'absence !

Le prétexte, suavement avancé par les chefs chargés

de propager la bonne parole, c'est l'Europe : rendre gratuitement ces services fausserait la concurrence européenne.

Dans le même temps, des usagers ont pu constater qu'il leur en coûte désormais 5 euros de confectionner eux-mêmes les paquets qu'ils envoient par La Poste, au lieu d'utiliser les boîtes payantes de La Poste : et cela, ce n'est quand même pas l'Europe !

Facteurs comme usagers, nous sommes bien conscients que le seul motif de ces nouvelles mesures, c'est la chasse aux gros sous... au détriment du service rendu.

Correspondant LO

Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

La période des congés d'été s'achève, les caravanes de Lutte Ouvrière vont donc se terminer fin août.

Le bilan des rencontres et des milliers de discussions est riche, même s'il n'est pas, comme c'était prévisible, très varié. Car partout nos militants ont constaté le même mécontentement, la même colère, même si elle est parfois teintée de résignation.

Ils ont pu vérifier, ce qui ne constitue pas une surprise, que la politique

du gouvernement est quasi unanimement rejetée par la population laborieuse, et que nombreux sont ceux qui évoquent la prochaine manifestation, appelée le 7 septembre prochain par l'ensemble des confédérations syndicales – dans un peu plus de trois semaines maintenant – et affichent leur intention d'y participer.

D'accord ou pas avec les idées que nos camarades défendent, nombreux sont ceux qui ont exprimé leur

satisfaction de voir des militants qui ne baissent pas les bras dans une période où, face à la crise, face aux attaques incessantes du pouvoir et du patronat, il est urgent de rétablir les liens de confiance et de solidarité entre les travailleurs, afin de préparer une riposte d'ensemble du monde du travail.

Une propagande, une activité que nous poursuivrons donc au-delà du mois d'août, dans chacune des régions visitées.



• La Faute-sur-Mer (Vendée) Manifestation pour « une digue digne de ce nom »

Un millier d'habitants de la Faute-sur-Mer (Vendée) ont manifesté le 12 août pour réclamer la construction rapide d'une digue les protégeant réellement. Une banderole portait les prénoms des 29 morts de la commune et de l'Aiguillon-sur-Mer, victimes de la tempête Xynthia le 28 février dernier. Une chaîne humaine longeait le Lay, ce fleuve côtier dont le gonflement par la marée avait submergé la digue. Les manifestants voulaient montrer, en ce jour de grande marée, que la mer affluerait déjà la crête de la digue, alors qu'une marée d'équinoxe de coefficient 116 est attendue le 10 septembre (le coefficient de Xynthia était 102). Il suffirait qu'une tempête coïncide pour entraîner une nouvelle catastrophe.

Car depuis Xynthia, rien de sérieux n'a été entrepris qui puisse rassurer les riverains du Lay. La digue, fragilisée par la tempête, n'a pas été reconstruite. Sur ses 6 km de long, seules deux portions sur 700 m face au lotissement englouti ont été rehaussées, et aucune date n'a été annoncée pour le reste.

Si les maisons les plus inondées sont rachetées par l'État, bien des habitants menacés ne peuvent bénéficier de ce rachat. Par ailleurs, un certain nombre

d'habitants refusent le prix que leur propose l'État, qu'ils estiment sous-évalué.

L'État avait déjà une large responsabilité dans la mort des 47 victimes de Xynthia, en n'ayant pas entretenu les digues et en n'ayant pas même fait d'étude, comme le réclamaient des scientifiques, pour calculer à partir de quelle hauteur la mer menaçait les habitations – ce qui aurait permis de les faire évacuer préventivement.

Le temps qu'il met maintenant à réagir pour construire des digues efficaces, à supposer qu'elles soient construites un jour, montre le peu de moyens que l'État est prêt à consacrer à protéger les populations. C'est aussi le résultat de la situation des services de travaux publics de l'État consécutive au démantèlement des Directions départementales de l'équipement (DDE).

Les habitants qui manifestent, comme tous ceux qui dans la région apposent des banderoles sur leur maison pour dire leur colère, ont conscience que c'est seulement ainsi qu'ils pourront se faire entendre d'un gouvernement dont la sollicitude naturelle ne va qu'au monde des milliardaires.

Correspondant LO

Nord Pas-de-Calais Somme

Jeudi 19 août : Arras (Pas-de-Calais)
Vendredi 20 août : Amiens (Somme)
Samedi 21 août : Cambrai (Nord)

Lorraine

Jeudi 19 août : Metz (Moselle)
Vendredi 20 août : Saint-Avold et Forbach (Moselle)
Samedi 21 août : Longwy (Meurthe-et-Moselle)

Tarn Languedoc

Jeudi 19 août : Narbonne (Aude)
Vendredi 20 août : Béziers (Aude)
Samedi 21 août : Carcassonne (Aude)

Lot-et-Garonne Dordogne Corrèze

Jeudi 19 août : Bergerac (Dordogne)
Vendredi 20 août : Périgueux (Dordogne)
Samedi 21 août : Brive (Corrèze)

Poitou Charentes

Jeudi 19 août : Poitiers (Vienne)
Vendredi 20 août : Châtellerault (Vienne)

Samedi 21 août : Blois (Loir-et-Cher)

Orne – Eure

Lundi 23 août : Alençon (Orne)
Mardi 24 août : Argentan (Orne)
Mercredi 25 août : Flers (Orne)
Jeudi 26 août : Dreux (Eure-et-Loir)
Vendredi 27 août : Évreux (Eure)
Samedi 28 août : Mantes-la-Jolie (Yvelines)

Savoie Ain

Lundi 23 août : Chambéry (Savoie)
Mardi 24 août : Annecy (Haute-Savoie)
Mercredi 25 août : Alberville (Savoie)
Jeudi 26 août : Oyonnax (Ain)
Vendredi 27 août : Villefranche-sur-Saône (Rhône)
Samedi 28 août : Bourg-en-Bresse (Ain)

Bretagne

Lundi 23 août : Brest (Finistère)
Mardi 24 août : Quimper (Finistère)
Mercredi 25 août : Concarneau (Finistère)
Jeudi 26 août : Vannes (Morbihan)
Vendredi 27 août : Lanester (Morbihan)
Samedi 28 août : Lorient (Morbihan)

Côte Basque Béarn Landes

Lundi 23 août : Anglet et Biarritz (Pyrénées-Atlantiques)
Mardi 24 août : Dax (Landes)
Mercredi 25 août : Bayonne (Pyrénées-Atlantiques)
Jeudi 26 août : Tarbes (Hautes-Pyrénées)
Vendredi 27 août : Pau (Pyrénées-Atlantiques)
Samedi 28 août : Mont-de-Marsan (Landes)

Charentes Pays de Loire

Lundi 23 août : La Rochelle (Charente-Maritime)
Mardi 24 août : Niort (Deux-Sèvres)
Mercredi 25 août : La Roche-sur-Yon (Vendée)
Jeudi 26 août : Rezé (Loire-Atlantique)
Vendredi 27 août : Saint-Herblin (Loire-Atlantique)
Samedi 28 août : Nantes (Loire-Atlantique)

Provence

Lundi 30 août : Avignon (Vaucluse)
Mardi 31 août : Nîmes (Gard)
Mercredi 1^{er} septembre : Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône)
Jeudi 2 septembre : Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)
Vendredi 3 septembre : Vitrolles (Bouches-du-Rhône)
Samedi 4 septembre : Arles (Bouches-du-Rhône)